

[Français]

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Je désire poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre. Peut-il dire à la Chambre s'il n'est pas exact que, depuis le Statut de Westminster, l'article 132 de la Constitution canadienne, au sujet de la signature des traités avec les pays étrangers, est devenu caduc, et qu'en vertu de cette caducité, les provinces aussi ont compétence internationale.

M. l'Orateur: L'honorable député de Sherbrooke reconnaîtra, j'en suis certain, que sa question est de la nature d'un argument.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, étant donné que le très honorable premier ministre vient de mentionner qu'il fallait observer la constitution actuelle, peut-il nous dire si cela s'applique aussi au gouvernement fédéral?

(Traduction)

L'INDUSTRIE

DISCOURS DU MINISTRE SUR LA PARITÉ DES SALAIRES AVEC LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Lui a-t-on signalé le discours prononcé le lundi 27 février au Club de Réforme de Montréal et au cours duquel le ministre de l'Industrie a déclaré que la parité des traitements avec les États-Unis n'était pas réaliste pour le moment? Cela représente-t-il la politique réfléchie du gouvernement et, si oui, cette politique s'appliquera-t-elle aux industries où la productivité par heure-homme se compare avec celle des États-Unis?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la première partie de cette question très technique et très importante, le gouvernement estime qu'il serait inopportun de vouloir porter l'ensemble de nos salaires au niveau de ceux des États-Unis en ce moment. Quant à la seconde partie, j'aimerais la prendre en considération.

M. Douglas: Question supplémentaire. Le premier ministre approuve-t-il les conséquences de la déclaration du ministre de l'Industrie selon lesquelles, en réclamant la parité des salaires là où la parité de la productivité est évidente, on donne suite au désir qu'ont les syndicats internationaux de rendre la production canadienne non concurrentielle envers les États-Unis?

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon avis, le député sollicite une opinion, ce qui rend sa question irrecevable.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je ne demandais pas au premier ministre d'exprimer son opinion. Je lui demandais si la déclaration du ministre de l'Industrie traduisait la politique du gouvernement.

M. l'Orateur: C'est différent, mais j'ai du mal à concilier l'explication du député avec sa question.

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire que je suis très intéressé d'apprendre que le député admet le principe selon lequel les salaires doivent être liés au rendement.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, j'aimerais...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est au député d'Ontario.

M. Douglas: Puis-je présenter ma question complémentaire autrement?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence a accordé la parole à l'honorable député d'Ontario.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre a énoncé, il y a un instant, le principe de la parité des salaires dans l'industrie de l'automobile, pourrait-il maintenant nous dire si c'est la politique du gouvernement de ne pas établir la parité des prix des automobiles fabriquées par les travailleurs?

Le très hon. M. Pearson: Je n'ai pas dit cela.

L'hon. M. Starr: Le premier ministre nous dira-t-il si, oui ou non, c'est la politique du gouvernement de ne pas avoir la parité des prix quant aux automobiles fabriquées par ces travailleurs.

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, par suite de l'activité du gouvernement, l'industrie est engagée dans cette voie.

LES AFFAIRES INDIENNES

LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉSERVE DE CAUGHNAWAGA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Les professeurs Hawthorne et Tremblay ont-ils fait rapport au gouvernement recom-